

# La Sécu dans le viseur budgétaire

## Hausse constante des dépenses primaires et sociales

- Les dépenses de la Sécurité sociale ont augmenté, ces dernières années, mais c'est le cas aussi des dépenses de fonctionnement de l'Etat.

- Pour la FEB, le modèle social belge devrait être "plus ciblé".

- La CSC met en garde contre une explosion de la précarité.

**L**e débat s'annonce âpre entre N-VA et CD&V. Le président des nationalistes, Bart De Wever, s'est attiré les foudres de son partenaire de majorité pour avoir dit, ce week-end, qu'il n'est possible de réaliser de nouvelles économies que dans la sécurité sociale et non plus dans les dépenses primaires de l'Etat (ses dépenses de fonctionnement).

L'Anversois a-t-il raison? En fait, la question est éminemment politique et dépend des choix qui seront posés par le gouvernement. Ce qui est sûr, en revanche, c'est que les dépenses publiques fédérales ont sensiblement augmenté ces dernières années (*voir graphique*), tant

en ce qui concerne la sécurité sociale que les dépenses primaires. A noter que la comparaison des données entre 2014 (et avant) et 2015 (et après) est hasardeuse en raison de la réforme de l'Etat – et des transferts financiers qui y sont liés, du fédéral vers les entités fédérées.

### Le poids de la dotation d'équilibre

La Sécu prend en charge le chômage, l'assurance maladie-invalidité, l'assurance professionnelle, les pensions et les vacances annuelles – ainsi que les allocations familiales jusqu'en 2014. Entre 2009 et 2014, la hausse de ses dépenses a été de 18%. La crise économique est évidemment passée par là, avec son lot de nouveaux

chômeurs ou prépensionnés, soit autant d'allocations supplémentaires à payer.

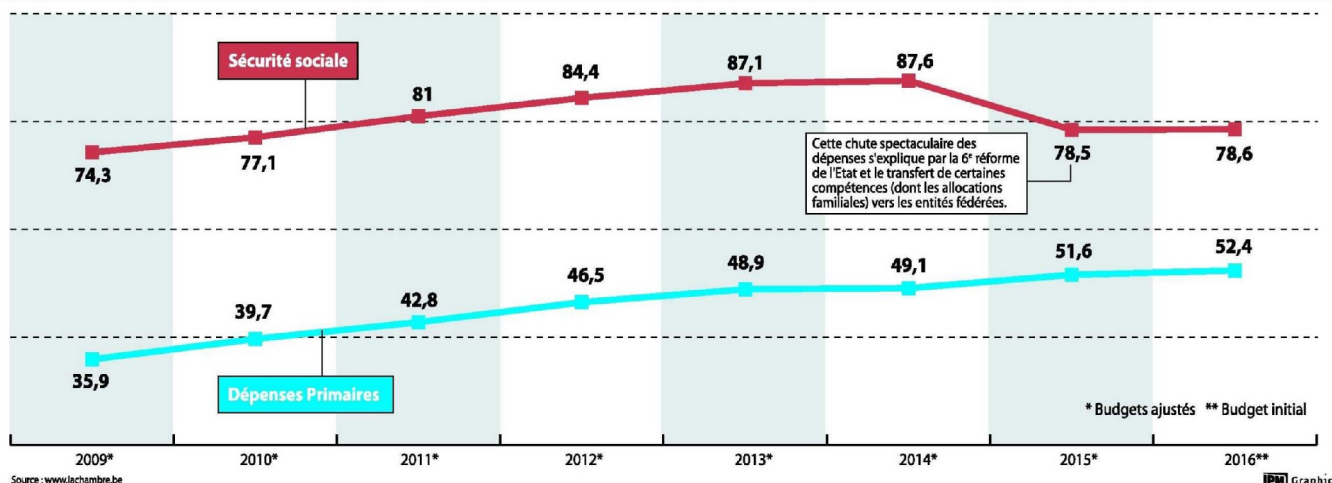
En ce qui concerne les dépenses primaires de l'Etat, c'est-à-dire celles nécessaires au fonctionnement de ses services (Justice, police, finances, SNCB, armée, pensions des fonctionnaires...), elles ont augmenté de 37%. Cela s'explique essentiellement par la dotation d'équilibre que versait le budget de l'Etat à la sécurité sociale. Cette dotation fut d'environ 19 milliards entre 2010 et 2014. Elle a permis de garder le budget de la Sécu à l'équilibre en épongeant son déficit et en compensant des pertes de recettes liées à des baisses de cotisations sociales décidées par les précédents exécutifs.

Entre 2015 et le budget initial 2016, les dépenses primaires vont très légèrement augmenter (+1,5%). Selon Bart De Wever, on le doit à la menace terroriste et à la crise des réfugiés.

Le budget de la Sécu sera, lui, stable. Mais c'est bien là que le président de la N-VA voit des économies possibles. Il a notamment fait référence aux dotations versées par l'Etat aux syndicats et aux mutuelles pour les services qu'ils rendent à la population. En 2016, cette enveloppe-là (qui inclut aussi les dotations en faveur des secrétariats sociaux, chers aux patrons) est de 1,35 milliard, en légère baisse (-1,5%) par rapport à 2015.

A. C.

Les dépenses publiques fédérales de 2009 à 2016 (en milliards d'euros)



# “La Sécu a besoin d’une approche plus ciblée”

Entretien François Brabant

**P**ieter Timmermans est depuis 2012 administrateur délégué de la Fédération des entreprises de Belgique. A ce titre, il participe à la gestion de la sécurité sociale.

**Bart De Wever affirme que la Sécu est le seul domaine où il y a encore “beaucoup d’argent à aller chercher”.**

**Partagez-vous son avis ?**

Je ne dirai jamais qu’on doit économiser dans tel domaine et pas dans tel autre. Que ce soit le budget d’une commune, d’une province ou de l’Etat, je pense qu’il faut toujours évaluer chaque poste et se poser la question: “L’argent est-il bien dépensé?” En la matière, il existe une approche de plus en plus en vogue, dont je suis partisan: le “zero-based budgeting”. Autrement dit, chaque année, on recommence le budget à zéro, en partant d’une feuille blanche et en examinant le bien-fondé de toutes les dépenses. Le plus souvent, les pouvoirs publics procèdent autrement, par “incremental budgeting”. On discute uniquement des montants nouveaux, en se demandant: “L’accroissement de tel poste est-il justifié?”

**Plaidez-vous pour que la sécurité sociale adopte cette nouvelle manière de concevoir les budgets ?**

Oui. Je suis partisan d’une nouvelle approche. Je compare la Sécu à un rectangle: en Belgique, la base est assez large mais pas très haute. Le système donne peu à beaucoup de gens. Je suis pour un

système où on donnerait davantage, mais de façon plus ciblée. Tous les deux ans, nous débattons par exemple de l’enveloppe bien-être, destinée à garantir le pouvoir d’achat des allocataires sociaux. Les syndicats voudraient augmenter toutes les allocations de 1 ou 2%. Moi, je pense au contraire que nous devons être très ciblés, en identifiant les gens qui en ont vraiment besoin. Je plaide notamment pour l’augmentation des toutes petites pensions. Là, il y a un vrai risque de pauvreté.

**Mais considérez-vous que le système actuel, dans sa globalité, est trop généreux ?**

Non. Néanmoins, nous consacrons autour de 20% du PIB à la Sécu. C’est un chiffre parmi les plus élevés de la zone euro. On est donc en droit d’attendre de l’efficacité. Le système actuel a été conçu il y a un demi-siècle, à partir d’un modèle familial traditionnel: le père qui travaille, la mère au foyer et

deux enfants. Or la société évolue. Il y a de plus en plus de demandes pour concilier vie privée et vie professionnelle. Est-ce que la société doit payer tout ça ? Ou la personne doit-elle épargner elle-même pour son crédit-temps ? Certains estiment que, chaque fois qu’un nouveau besoin apparaît, l’Etat doit le prendre en charge. Je ne suis pas du tout d’accord. Il y a aussi une responsabilité individuelle. En Belgique, on a trop l’habitude de vouloir un “plus” quand on constate l’émergence d’une nouvelle attente. On se demande trop peu s’il y a des choses à supprimer ou à réduire.

*“Certains veulent que l’Etat prenne en charge tous les nouveaux besoins sociétaux. Je ne suis pas d’accord.”*

PIETER TIMMERMANS

# “Les citoyens risquent de plus en plus la précarité”

Entretien François Brabant

**M**arie-Hélène Ska est la secrétaire générale de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC), une organisation qui a participé, en 1944, à la conception du modèle belge de sécurité sociale.

**Que répondez-vous au président de la N-VA, pour qui l'assainissement budgétaire doit d'abord passer par des coupes dans la Sécu ?**

Quelques chiffres, d'abord. En 2015, on a exclu plus de 15 000 jeunes des allocations d'insertion. 70 000 personnes ont été exclues du chômage, temporairement ou définitivement. 80 % des travailleurs pauvres sont des femmes. Le gouvernement a imposé la pension à 67 ans, alors que le nombre de malades ne cesse d'augmenter et que le taux d'emploi des moins de 30 ans n'a jamais été aussi faible. A qui le tour en 2016 ? La

vraie question que devraient se poser les responsables de tout bord, c'est : comment les malades, les pensionnés, les personnes qui perdent leur emploi pourront encore faire leurs courses en fin de mois et conserver leur dignité ?

**Excluez-vous, par principe, toute économie dans le fonctionnement de la sécurité sociale ?**

On n'a aucun tabou pour adapter la Sécu, pour la faire correspondre aux besoins d'aujourd'hui. Mais à condition que ce soit pour l'étendre à des besoins non couverts, pas pour réduire

les prestations. Je pense par exemple au burn-out : l'épuisement professionnel, pour l'instant, n'est pas reconnu. Or que voit-on ? A chaque ajustement budgétaire, on constate que les recettes espérées ne sont pas au rendez-vous, et donc on décide des économies supplémentaires. A force de ne pas investir dans la Sécu, les citoyens sont de plus en plus exposés au risque de précarité.

*“Aux jeunes qui ont 18 ans, qui veulent se projeter dans l'avenir, les politiques donnent très peu de perspectives.”*

**Le versement des allocations de chômage par les syndicats est-il le modèle le plus efficace, le plus économe ?**

Je vous invite à comparer combien coûte un cas de chômage traité par une organisation syndicale et par la Capac. Si on aligne tous les montants sur la Capac, on va pouvoir ajouter 30 % de coûts supplémentaires. L'intérêt de Bart De Wever est ailleurs. L'agenda tant de la N-VA que de l'Open VLD est clair. Ils rêvent de supprimer tous les corps intermédiaires, tous les organes

MARIE-HÉLÈNE SKA

de démocratie représentative qui ne sont pas purement politiques. C'est un modèle de société très libéral, très individualiste. Ce raccourci est saisissant, car plus que jamais, on a besoin de perspectives d'avenir, de cohésion sociale. Quand on a 18 ans aujourd'hui en Belgique, comment peut-on se projeter dans l'avenir ? Peut-on vivre de manière autonome, se construire, fonder une famille, sans craindre la précarité ? Ce sont des questions de fond. Et là, franchement, très peu de perspectives sont dessinées par les responsables politiques.